

TCHERNOBYL

L'honneur et la honte

Pour le 19e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le réseau "Sortir du nucléaire" rappelle un épisode méconnu: sans l'action courageuse des "liquidateurs", une explosion atomique se serait produite.

En mémoire aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl, le réseau "Sortir du nucléaire" organise une semaine d'initiatives du 23 au 30 avril dans toute la France. L'action-phare aura lieu à Nantes le samedi 23 avril: rassemblement de 10.000 personnes qui composeront une fresque géante pour écrire en lettres humaines: "Le nucléaire tue l'avenir, sortons-en!"
www.sortirdunucleaire.org

L'accident de Tchernobyl nous a toujours été présenté comme la conséquence d'une technologie obsolète dans un pays dont le système politique était en décomposition. Cette présentation a nourri et nourrit encore, dans les populations occidentales, le sentiment que s'est produit là-bas ce qui devait logiquement se produire. Elle a nourri aussi le sentiment que pareil malheur ne risque pas de nous arriver à nous puisque nous vivons dans un monde différent. Il est avéré que l'explosion a été causée non pas par une défaillance technologique mais par une manœuvre improvisée du directeur de la centrale qui voulait tenter une expérience. L'autorisation de cette manœuvre lui avait été refusée par ses supérieurs hiérarchiques.

Deuxième idée que s'acharnent à perpétrer l'Agence internationale pour l'énergie atomique et l'Organisation mondiale de la santé (qui lui est subordonnée depuis l'accord de 1959): l'accident de Tchernobyl n'a tué que 32 personnes.

La désinformation n'a pas épargné celles et ceux qui n'accordent aucun crédit au nucléaire et qui le combattent. L'action déterminante des personnes appelées "liquidateurs" constitue

un exemple de négation de l'histoire. Selon le Professeur Nesterenko (membre-correspondant de l'Académie des sciences du Belarus, docteur ès sciences techniques, liquidateur des conséquences de l'accident) une deuxième et terrible explosion a été évitée grâce à l'intervention et au sacrifice de plusieurs dizaines de milliers de liquidateurs. Nous publions ici quelques extraits d'une lettre que le Professeur Nesterenko nous a adressé le 15 janvier 2005:

"(...) Les 28-29 avril 1986, les collaborateurs du département de la physique des réacteurs de l'Institut de

l'énergie atomique de l'Académie des sciences de Biélorussie ont fait des calculs qui montrèrent que 1300-1400 kg du mélange uranium+graphite+eau constituaient une masse critique et une explosion atomique d'une puissance de 3 à 5 Mégatonnes pouvait se produire (c'est une puissance 50 à 80 fois supérieure à la puissance de l'explosion d'Hiroshima). Une explosion d'une telle puissance pouvait provoquer des radiations massives des habitants dans un espace de 300-320 km de rayon (englobant la ville de Minsk) et toute l'Europe pouvait se trouver victime d'une forte



La tour du Non devant le Parlement européen de Strasbourg en octobre 2002. (photo: réseau "Sortir du nucléaire")

contamination radioactive rendant la vie normale impossible. (...) Il y a une chose que je sais pour sûr: des milliers de wagons de chemin de fer avaient été réunis autour de Minsk, Gomel, Moguilev et les autres villes se trouvant dans un rayon de 300-350 km de la centrale de Tchernobyl pour l'évacuation de la population si une telle nécessité se présentait."

On s'attendait à ce que l'explosion puisse avoir lieu les 8 ou 9 mai 1986. C'est pourquoi toutes les mesures possibles furent prises pour éteindre avant cette date le graphite qui brûlait dans le réacteur. On amena d'urgence à Tchernobyl des dizaines de milliers de mineurs des mines des environs de Moscou et du Donbass pour qu'ils creusent un tunnel sous le réacteur et installent un serpent de refroidissement pour refroidir la dalle de béton du réacteur et exclure toute possibilité de formation de fentes dans cette plaque. Les mineurs durent travailler dans des conditions infernales (haute température et haut niveau de radiation) pour sauver la plaque de béton de la ruine. Il est impossible de surestimer ce que ces hommes pleins d'abnégation ont fait pour prévenir une éventuelle explosion nucléaire. La plupart de ces jeunes gens sont devenus invalides, nombre d'entre eux sont morts à l'âge de 30-40 ans. Citons encore le professeur Nesterenko:

"Il est évident que la situation radiologique dans le réacteur était terrifiante. (...) On sait que le 7 mai 1986, l'in-

cendie qui faisait rage dans le bloc 4 de la centrale atomique de Tchernobyl fut éteint. L'exploit des centaines de milliers de jeunes gens - pompiers, soldats, mineurs - "liquidateurs" de ce terrible accident, ne connaît pas son pareil.

Selon l'estimation des physiciens, il y avait dans le réacteur de la centrale de Tchernobyl près de 400 kg de plutonium. On estime que près de 100 kg de plutonium ont été rejetés dans l'environnement au moment de l'incendie (1 microgramme de plutonium est une dose mortelle pour un homme pesant 70 kg). Mon opinion est que nous avons frisé à Tchernobyl une explosion nucléaire. Si elle avait eu lieu, l'Europe serait devenue inhabitable.

Une idée dangereusement fautive fait son chemin en Occident: du moment que les réacteurs de la centrale de Tchernobyl sont arrêtés, il paraît qu'il n'y a plus de risque d'explosion atomique. Or tant que le combustible nucléaire se trouve à l'intérieur du réacteur en ruines, il présente un danger non seulement pour l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie mais pour les populations de l'Europe entière.

Les peuples d'Europe devraient selon moi être infiniment reconnaissants aux centaines de milliers de liquidateurs qui au prix de leur vie sauvèrent l'Europe d'un malheur atomique gravissime. Selon la déclaration faite en 1996 par la direction de l'association "Union de Tchernobyl", plus de 20 mille hommes de 30 à 40 ans qui avaient participé à la liquidation des conséquences de Tchernobyl étaient morts à cette date. (...)

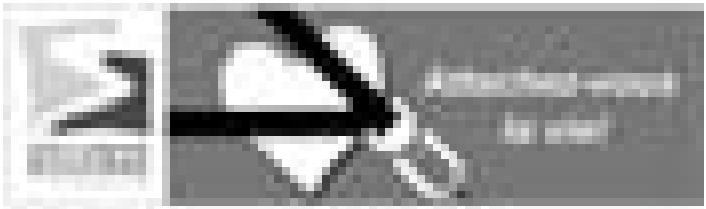
Une chape de silence pèse encore sur cet épisode majeur de notre histoire. Nous invitons tous les citoyens à rendre hommage à tous ces hommes. C'est grâce à leur sacrifice que nous n'avons pas connu le cauchemar. Dépêchez-vous, à leur intention, des fleurs devant nos Mairies entre le 23 et le 30 avril.

Notre geste sera aussi dédié au professeur Youri Bandajevsky, condamné à 8 ans de prison après qu'il eut révélé l'état de santé désastreux de ces centaines de milliers d'enfants biélorusses et ukrainiens, et dédié à toutes les victimes, enfants particulièrement, qui, partout dans le monde, souffrent et meurent de la pollution nucléaire.

création a été proposée, le pouvoir de pointer les faiblesses de la justice dans les différents États membres et de recommander les mesures à prendre pour y remédier dans un cadre européen. L'organisation demande également au Conseil des ministres de donner sans plus tarder une réponse aux propositions de la Commission – rendues publiques il y a plus de dix-huit mois – concernant la mise en œuvre des principes définis dans l'article 7 du Traité de l'Union européenne concernant les cas où un État membre de l'Union européenne bafoue de manière grave et persistante les principes fondateurs de l'Union européenne.

Amnesty International
Luxembourg, 6 avril 2005

Le Réseau
Sortir du Nucléaire



DROITS HUMAINS

Violations chez le voisin

En France, des agents de la force publique commettent en toute impunité de graves violations des droits humains, constate un rapport d'Amnesty International

Le rapport complet sur la France est disponible sur le site: www.amnesty.org. Pour lire le texte de la lettre adressée par AI à Monsieur Jean-Claude Juncker, voir sur www.amnesty-eu.org

"De graves violations des droits humains dans l'un des États membres doivent être un objet de préoccupation pour l'Union européenne toute entière", a déclaré Amnesty International ce mercredi 6 avril, à l'occasion de la publication d'un rapport détaillé de l'organisation sur les brutalités policières en France au cours des dix dernières années. Ce rapport est intitulé "France. Pour une véritable justice. Mettre fin à l'impunité de fait des agents de la force publique dans des cas de coups de feu, de morts en garde à vue, de torture et autres mauvais traitements".

Amnesty International a écrit à l'actuel président du Conseil de l'Union européenne, Jean-Claude Juncker, pour demander à la présidence luxembourgeoise d'œuvrer à la mise en place d'un sys-

tème de responsabilisation au niveau européen pour les violations des droits humains commises à l'intérieur de l'Union européenne.

Amnesty International écrit dans son rapport que les policiers français ont recours à une force excessive, et parfois meurtrière, à l'encontre des suspects d'origine arabe ou africaine, sans craindre de sanctions sévères. Le rapport conclut qu'il existe en France une politique d'impunité pour les fautes commises par des policiers dans l'exercice de leurs fonctions.

"L'engagement de l'Union européenne en faveur de la promotion des droits humains ne sera pas complet tant que n'aura pas été mis en place un système adéquat de responsabilisation au niveau européen pour les violations graves des droits humains commises à l'intérieur des

frontières de l'Union européenne", a déclaré Virginie Giarmana, directrice du bureau d'Amnesty International à Luxembourg. "Les cas de violations des droits humains commises par des policiers français présentés dans ce rapport s'inscrivent dans une politique systématique de brutalité policière déjà dénoncée par Amnesty International dans des rapports sur d'autres pays de l'Union européenne, comme l'Allemagne, l'Espagne ou la Grèce, a ajouté Mme Giarmana. Ce type de violences bafoue les principes fondateurs de l'Union européenne et entame la crédibilité de la politique de l'Union européenne en matière de droits humains."

Amnesty International considère que l'Union européenne doit, de toute urgence, donner à l'agence des droits fondamentaux, dont la